

Le développement du Cuscionu sujet d'un débat citoyen dense



Cette rencontre a été suivie par de nombreux habitants de la microrégion. Les élus ont présenté tour à tour leur vision du dossier.

/PHOTO E. P

Fermé depuis de nombreuses années, le centre d'accueil et d'hébergement de Bucchinera rouvrira ses portes cet été et deux agents seront recrutés pour renforcer l'équipe.

Vice-président du Parc régional de Corse et conseiller territorial, Petru-Antone Tomasi en a fait l'annonce lors du "Scontru paisanu", tenu dans la salle polyvalente d'Aullène samedi après-midi à l'initiative d'U Cumitatu di u rudghjionu di l'Alta Rocca.

Plusieurs dizaines de personnes, dont cinq conseillers territoriaux, des maires et des élus, ont répondu à son invitation et ont échangé à propos de la protection, de la gestion et du développement du plateau du Cuscionu.

Cette affluence et les échanges ont confirmé l'intérêt de l'initiative du Comitatu, "lanceur d'alerte sur les sujets divers qui touchent à l'économie, au bien-être et à l'environnement, relais entre les élus et la population de la microrégion", selon Jean-Marc

Lanfranchi. "La réunion d'aujourd'hui, c'est la peur, c'est l'inquiétude", disait l'un. "On met un voyant au rouge", faisait valoir un autre quand un troisième déclarait : "La question, c'est de vous alerter, d'attirer votre attention. Mettez les garde-fous. S'il y a le feu, personne ne l'arrêtera."

"Nous avons voulu alerter sur une fréquentation qui a quasiment doublé entre 2015 et 2018 pour atteindre 30 000 visiteurs avec une route qui se dégrade", a déclaré Marie-Jo, porte-parole du Cumitatu, avant de décliner les attentes des habitants : la protection de l'environnement du site, la régulation de la fréquentation, un développement économique équilibré articulé autour du tourisme, du pastoralisme et des activités sportives et centré sur les villages. "Nous ne voulons pas une économie de paillotes... Le plateau est un patrimoine commun", a-t-elle notamment déclaré avant de souhaiter "une vision globale, une politique

globale sur le plateau et une gestion coordonnée sur les deux versants".

Habitants et élus sont facilement convenus de la nécessité d'un plan d'action global impliquant tous les acteurs, de la maîtrise de l'aménagement et d'un développement équilibré au profit des habitants des villages. Les modalités de la mise en œuvre de ces principes et la définition de l'équilibre ont cependant été perçues différemment. En particulier l'aménagement de la route - "Tout ne pourra fonctionner que lorsque cette route sera déclarée", selon Roselyne Balesi, maire de Quenza, qui a fait état de l'avancée du dossier foncier et la régulation des flux ont fait débat.

"Message reçu"

Les élus se sont efforcés de répondre aux questions des habitants, inquiets "des nuisances qui seraient engendrées par la mise en place d'une politique sauvage, non

réfléchi basée sur le "tout-tourisme", corollaire de la surpopulation et de la spéculation".

Vice-président de la communauté de communes, Jean-Paul Rocca-Serra a détaillé les actions entreprises par cette instance pour protéger le site et anticiper le développement économique. "Cela fait plus de quinze ans que nous sommes très attachés."

Il a notamment cité le recrutement d'écogardes, l'ouverture de sentiers pour alléger la fréquentation, la rénovation de bergeries, l'installation de bergers, l'étude de faisabilité sur une réserve... "Il y a une organisation, elle tient la route", a-t-il dit.

Petru-Antone Tomasi a défini les "trois enjeux autour de ce site": la défense du pastoralisme, l'anticipation d'une augmentation de la fréquentation et l'avenir du centre d'accueil.

Après avoir annoncé la ré-

ouverture prochaine du centre d'accueil, il a indiqué que le Parc tiendrait d'autres réunions pour réfléchir aux pistes de développement économique, en relevant qu'"il faut réussir à lier la dimension économique et la dimension sentimentale": "On a des outils en main, il faut les articuler."

"Vous êtes sur la bonne voie, cet échange ne peut qu'être fructueux, a fait valoir Nadine Nivaggioni, il faut faire en sorte que nous puissions créer de l'emploi local" et en préconisant "une politique de territorialisation".

Jean-Jacques Lucchini a, de son côté, fait état de l'avancée des projets au sein du comité de massif : réhabilitation de bergeries, réflexion des pistes DFCl, charte des estives, pastoralisme...

"On est sur la bonne route, le travail est initié. On va vous donner le même niveau d'information à tous", a-t-il ajouté. Et de conclure : "Le message, on l'a reçu."

EMMANUEL PERSYN